

Le Japon préfère les femmes aux immigrés

Discrimination S'il veut relancer la croissance du pays, Shinzo Abe doit compenser le vieillissement de sa population et trouver une nouvelle source de main-d'œuvre. Il fait les yeux doux aux femmes, mais celles-ci sont encore sérieusement discriminées dans l'Archipel et rien ne dit qu'elles ont l'intention de sacrifier leur vie de famille.

Reportage **Valentin Dauchot**
Envoyé spécial à Tokyo

Le Japon a la population la plus âgée au monde, et "le problème ne sera pas réglé tant qu'on ne laissera pas [les personnes âgées] se dépêcher de mourir", avait déclaré avec beaucoup de classe le ministre japonais des finances Taro Aso, lors d'une réunion du Conseil national sur la sécurité sociale organisée début 2013. L'homme a fait ses excuses par la suite, mais son intervention illustre la nervosité qui règne dans les couloirs du gouvernement face au plus grand défi de l'Archipel pour les années à venir: la disparition de ses travailleurs.

Les baby-boomers qui ont soutenu l'extraordinaire croissance du pays après la Deuxième mondiale ont pris leur retraite, aujourd'hui. L'Archipel fait face avec vingt ans d'avance sur l'Europe à un vieillissement qui lui fait perdre chaque année plus de 300 000 habitants, et le faible taux de fécondité d'1,3 enfant par femme a vu la part des plus de 65 ans, remplacer progressivement celle des moins de 30 ans.

Le chaos par l'immigration

S'il veut atteindre un seuil de population active suffisant pour faire tourner la machine et payer ses incommensurables pensions, le Japon doit donc théoriquement accueillir chaque année plus de 350 000 travailleurs étrangers. Impensable dans un pays aussi conservateur où l'arrivée massive d'étrangers est totalement rejetée par la population. L'état a beau ouvrir la porte à quelques infirmières malaisiennes et indonésiennes pour combler les postes les plus déficitaires, et les entreprises accueillent de plus en plus de travailleurs Chinois et Coréens, la part d'étrangers dans le pays est fortement limitée et devrait selon toute vraisemblance le rester à

moyen terme. "Le problème du Japon, c'est qu'il s'est très bien débrouillé pendant deux mille ans dans une isolation quasi permanente", analyse Noritaka Kobayashi depuis Singapour où il est parti installer sa société Gree. "À chaque fois que le pays a été détruit, il s'est reconstruit à partir de rien sans contacts poussés avec l'extérieur. Alors il n'a jamais vraiment eu le sentiment d'avoir besoin des autres. Mais aujourd'hui la situation est différente, nous manquons de nouveaux talents, et pas uniquement en termes de main-d'œuvre. L'innovation, la créativité ou la compétition naissent des chocs culturels. Si les États-Unis sont aussi novateurs, c'est parce qu'ils peuvent compter sur un mélange de cultures qui crée les conflits nécessaires au questionnement identitaire et à la création. Pour que cela nous arrive, il nous faudrait un peu moins de stabilité et un peu plus d'ouverture."

350 000

ÉTRANGERS

Pour compenser la baisse de sa population, le Japon devrait faire venir chaque année 350 000 étrangers.

Les femmes à la maison

En attendant que cette idée fasse son chemin, l'immigration de masse reste purement et simplement écartée, et le gouvernement doit impérativement trouver de nouvelles forces de travail.

À moins d'inventer des robots suffisamment développés pour remplacer les hommes - hypothèse sérieusement étudiée mais encore inaboutie à l'heure actuelle - les autorités n'ont donc d'autre choix que de sonder plus en profondeur leurs propres ressources. Et ces ressources abondent d'une main-d'œuvre aussi riche que sous-employée: les femmes.

Selon les dernières données de l'OCDE, 72 % des Japonaises de 25 à 54 ans sont présentes sur le marché de l'emploi. Mais ces chiffres en constante progression depuis 30 ans, masquent une réalité nettement moins flatteuse: seules 9 % des femmes accèdent au poste de manager, 1 % d'entre elles aux conseils d'administration, et elles touchent en moyenne 65 % du salaire des travailleurs masculins. "Avant 1995, il était même tout à

Série

Enjeux. Les Japonais votent ce dimanche "pour ou contre" la politique économique du Premier ministre Shinzo Abe. Avec le soutien du Fonds Marilo, "La Libre" se penche pendant trois jours sur l'économie japonaise et les réformes structurelles dont elle a besoin pour sortir de la récession.

fait légal de refuser d'engager une femme", explique Kentaro Maeda, professeur à la faculté de droit de l'Université de Tokyo où il donne un cours sur l'intégration et la discrimination. "Elles n'avaient tout simplement pas de place dans les entreprises. Les choses ont évolué, mais ce système s'est maintenu tellement longtemps que les Japonaises ne postulent même pas pour les postes hauts gradés."

Pour sa collègue Mari Osawa, professeure à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Tokyo, "les femmes souffrent avant tout d'un problème de statut. La grande majorité d'entre elles sont engagées en tant que travailleurs temporaires". Leur recrutement se fait essentiellement via des boîtes d'interim. Elles n'ont aucune sécurité de l'emploi, touchent des salaires plus bas, et même si les entreprises sont légalement tenues de leur offrir les mêmes opportunités qu'aux hommes, la plupart des employeurs interrogés dans une étude récente du ministère de la Santé ont répondu qu'ils n'avaient pas engagé la moindre femme ces dernières années.

Pas de boulot après le bébé

Autre illustration récurrente de leur mise à l'écart systématique: le nombre de femmes qui quittent rapidement le marché du travail. Selon les dernières données publiées par le gouvernement, 70 % d'entre elles démissionnent lorsqu'elles attendent un enfant et très peu d'entre elles tentent par la suite de retrouver un emploi. "L'explication est simple", poursuit Mari Osawa, "Le marché du travail japonais exige 40h de travail par semaine, 18h de travail supplémentaire récupérable, et de nombreuses heures de travail non récupérées. Avec de tels horaires et l'absence de structures de prise en charge de l'enfance, impossible de mener de front vie familiale et vie professionnelle."

"J'ai travaillé des années en tant que gestionnaire de projet dans une entreprise de construction", témoigne Yoko Sato, une jeune femme de 30 ans que nous retrouvons dans un café du quartier branché de Shibuya et qui refuse que l'on mentionne son employeur pour éviter de



Les "working women" restent encore largement cantonnées aux postes subalternes, au Japon. Et ce sera difficile à changer.

s'attirer des ennuis. "Un métier intéressant mais un monde d'homme. J'étais conviée aux "business dinners" du soir où les travailleurs vont boire en parlant affaires, mais je ne me sentais pas à l'aise, j'étais dévisagée. Et je travaillais tous les jours de 9h à 2h du matin, y compris les week-ends. Alors j'ai fini par partir, à regret, parce que je voulais des enfants, et avec cet emploi c'était impossible. Aujourd'hui je travaille pour une entreprise de recrutement, et je peux vous dire que même si les entreprises ne le disent pas officiellement puisque c'est interdit, aucune d'entre elles ne veut engager une femme de plus de 30 ans qui est déjà mère."

Des "womenomics" peu crédibles

Toujours enclin à récupérer les vieilles recettes, le Premier ministre Shinzo Abe a relancé une politique bien connue, rebaptisée pour l'occasion "Womenomics". Une série de mesures concrètes censées favoriser l'accès des femmes au marché du travail afin d'atteindre 30 % de femmes managers d'ici 2020. Dans quelques mois, des subventions devraient être accordées aux sociétés de plus de 300 employés qui offrent à des mesures pour promouvoir l'accès des femmes à des postes de direction. Le régime fiscal cessera d'avantager les couples dont le deuxième conjoint gagne moins, et de nombreuses garderies devraient voir le jour. Une avancée, "qui ne règlera pourtant pas le problème", estime Kentaro Maeda. "Le discours de Shinzo Abe est trompeur parce qu'il veut faire de la situation actuelle le problème des femmes". Alors que c'est tout autant, voire beaucoup plus, le problème des hommes, qui doivent modifier leur rapport au travail, à la vie de famille et au partage des tâches. Cette vision des choses n'apparaît nulle part dans ses annonces politiques pour la simple et bonne raison que personne ne veut en entendre parler. Surtout pas les entreprises, qui ne vont certainement pas modifier leurs modes

de recrutement aussi rapidement que le gouvernement voudrait le laisser entendre."

"On a un peu le sentiment que les autorités veulent faire le choix à notre place", ajoute Yuriko Kamoto, une institutrice primaire de 30 ans qui envisage avec une certaine appréhension d'avoir des enfants. "Elles veulent transformer les femmes en "working women" mais ne nous laisse pas la possibilité d'également être mères. Comme si elles partaient du principe que toutes les femmes veulent absolument travailler et sont prêtes à renoncer à leur vie familiale."

"À quoi bon créer des jardins d'enfants si leurs mères sont au bureau jusqu'à minuit?"

MARI OSAWA
Professeure à l'Institut des Sciences sociales de l'Université de Tokyo.

Améliorer l'éducation

Malgré la récente évolution dans les sondages qui ont suivi l'annonce de ces "womenomics", le nombre de jeunes filles qui disent d'avoir été femmes au foyer n'a cessé d'augmenter depuis 2004. "Et ça ne changera pas tant qu'on ne

met pas en place une nouvelle organisation du travail", insiste Mari Osawa. "Un système qui accorde aux employés un certain nombre d'heures de repos avant de recommencer une nouvelle journée. À quoi bon créer des jardins d'enfants si leurs mères sont au bureau jusqu'à minuit? Il faut également imposer aux employeurs le principe "saluaire égal pour travail équivalent" qui bénéficiera tant aux femmes qu'aux jeunes. Parce qu'à l'heure actuelle, un homme qui reste une heure à la maison pour s'occuper d'un enfant malade perd 2000 yens et une femme 700. Mais le plus important, c'est d'améliorer l'accès des femmes à l'enseignement. Le Japon possède l'un des meilleurs niveaux d'éducation au monde, mais retombe de 50 % des Japonaises vont à l'université. Ici, à l'Université de Tokyo, on compte moins de 20 % d'étudiantes, parce que tout cela coûte cher et que les familles se disent que leurs

filles n'accéderont de toute façon pas à des postes de managers". Le gouvernement pourrait également augmenter les effectifs de la fonction publique, très peu développée dans le pays, et en profiter pour engager des femmes à tous les niveaux. Mais ces changements tardent à se concrétiser, et de plus en plus de Japonaises décident tout simplement de devenir leurs propres patronnes.

Mère et patronne

Takako Endo nous retrouve dans un immeuble cossu du quartier d'Akasaka et s'excuse pour les éventuels désagréments, mais elle sera accompagnée de Victor, son fils de quatre mois, affalé sur les genoux de sa jeune maman. Habitée à emmener son gamin au travail, la jeune femme dispose d'une arme redoutable pour couper court aux éventuelles crises de larmes: une application qui diffuse en boucle un grésillement répétitif et semble littéralement absorber le petit Victor. "J'ai lancé mon entreprise de biscuits traditionnels il y a trois ans", explique-t-elle en manipulant son smartphone. "Les trois premières années ont été difficiles parce que je travaillais à mi-temps pour gagner un peu d'argent et qu'il n'y avait pas moyen d'obtenir un prêt auprès d'une banque. Mais maintenant c'est lancé."

70

POUR CENT

C'est la proportion de Japonaises qui arrêtent de travailler après avoir eu un enfant.

d'air en me disant que j'aurais dû venir réserver dès sa naissance, et qu'il n'y avait plus de place. Alors maintenant, je prends Victor partout avec moi. C'est encore la meilleure solution." Le gouvernement japonais a autant besoin de travailleuses que de nouveaux nés. S'il veut régler en même temps les problèmes de main-d'œuvre et de vieillissement, il ferait bien de mettre ces mesures à contribution dans les foyers.